



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

réponse du Gouvernement aux mobilisations sociales

Question au Gouvernement n° 1776

Texte de la question

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AUX MOBILISATIONS SOCIALES

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. Monsieur le Premier ministre, nous croyons que le temps est venu de trouver une issue positive à la situation. Le temps est venu pour le pays de sortir de l'impasse dans laquelle vous l'avez conduit, en choisissant la stratégie du pourrissement, alors que montait une colère nécessaire contre la vie chère.

Certes, il faut l'ordre public. Mais nous rappelons qu'il n'y a pas d'ordre public possible sans justice sociale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) J'appelle votre attention sur le fait qu'avec ou sans gilet jaune, avec ou sans participation à des manifestations, l'immense majorité des Français est en accord avec les problèmes soulevés et les revendications défendues par celles et ceux qui se mobilisent. (MM. Nicolas Dupont-Aignan et Jean Lassalle applaudissent.)

Ce samedi a été une nouvelle journée de puissante mobilisation à travers le pays. Vous savez pertinemment que dans de nombreuses villes, les gilets jaunes ont accompagné pacifiquement d'enthousiasmantes marches pour le climat, lancées notamment par la jeunesse. Qu'il s'agisse de l'urgence sociale ou de l'urgence climatique, les Français ne demandent pas quelques petits changements à la marge. C'est un système économique dans son ensemble, ce sont ses fondements qui sont mis en cause. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe FI.*)

Plutôt que de vous arc-bouter sur le maintien à tout prix d'un modèle dont tout indique qu'il est en perdition, plutôt que d'entretenir un climat de guerre civile suffocant par une réponse exclusivement sécuritaire, pourquoi ne pas saisir cette formidable occasion ?

Vendredi, alors que la jeunesse marchait pour le climat, votre majorité repoussait, ici même, l'interdiction des pesticides. Est-ce une provocation ? Alors que votre grand débat, dont tout le monde peut mesurer l'échec au nombre de ses participants (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*), touche à sa fin, le Président de la République a de nouveau écarté l'idée d'une refonte de notre fiscalité comme celle de l'instauration du référendum d'initiative citoyenne. Le Gouvernement évoque une journée de travail supplémentaire pour financer la dépendance et un retardement de l'âge du départ à la retraite. Est-ce bien sérieux ? Revenons au fond : pourquoi refusez-vous de vous hisser à la hauteur de vue que le moment exige ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Votre question portait un

peu dans tous les sens,... (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Mme Marie-George Buffet. Pas du tout !

M. Alexis Corbière et M. Jean-Luc Mélenchon . Enfin, monsieur le Président !

Mme Patricia Mirallès. Écoutez la réponse !

M. François de Rugy, ministre d'État. ...mais je rebondis volontiers sur vos propos sur le climat et la mobilisation de nombreux Français pour cet enjeu écologique.

D'abord, je voudrais saluer la mobilisation des jeunes vendredi dernier,...

M. Stéphane Peu. Girouette !

M. François de Rugy, ministre d'État. ...qui ont été des dizaines de milliers à se rassembler dans de très nombreuses villes de France ; il y avait, par exemple, plus de 10 000 jeunes dans les rues de Nantes, sans que la moindre violence ni la moindre dégradation ne soient commises. Cela a également été le cas samedi dernier à Paris, preuve qu'il est parfaitement possible de manifester dans notre pays sans commettre de violence. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Quand nous disons que nous voulons protéger le droit de manifester en luttant contre les casseurs, les pilleurs et tous les groupes violents, vous devriez être à nos côtés pour défendre le droit de manifester dans notre pays. (*Mêmes mouvements.*)

Manifester pour exprimer des opinions,...

M. Sébastien Jumel. Cette réponse part un peu dans tous les sens !

M. François de Rugy, ministre d'État. ...interpeller et faire pression sur les responsables politiques que nous sommes, est tout à fait normal. Sur le climat, nous considérons que la pression citoyenne doit nous inciter à aller plus vite, plus loin, plus fort,...

Mme Marie-Christine Dalloz. Blablablabla !

M. François de Rugy, ministre d'État. ...comme le Président de la République l'a lui-même dit lors du grand débat national sur l'écologie, à Gréoux-les-Bains, dans les Alpes-de-Haute-Provence. C'est bien ce que nous allons faire ! Vous le savez, un projet de loi sur l'énergie sera discuté dans quelques semaines à l'Assemblée nationale. Nous faisons les choses dans l'ordre : d'abord, le grand débat, ensuite, sa restitution, enfin, l'élaboration de mesures.

M. Pierre Cordier. Il n'y a pas d'argent !

M. François de Rugy, ministre d'État. Vous pouvez compter sur moi, il y aura des mesures en faveur de la transition écologique ! (*Mêmes mouvements.*)

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1776

Rubrique : État

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire
Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 mars 2019](#)